

Brochure n° 3052

Convention collective nationale
IDCC : 1996. – PHARMACIE D’OFFICINE

AVENANT DU 11 MARS 2019
À L’ACCORD DU 5 NOVEMBRE 2018 RELATIF À LA DÉSIGNATION
DE L’OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES (OPCO DES ENTREPRISES DE PROXIMITÉ)

NOR : ASET1950894M
IDCC : 1996

Entre :

FSPE,

D’une part, et

CFTC santé sociaux ;

FNSCIC CFE-CGC ;

UFIC UNSA ;

Pharmacie LABM FO,

D’autre part,

Vu le code du travail, notamment son article L. 6332-1-1 ;

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, notamment son article 39, IV ;

Vu l’accord national interprofessionnel du 13 juillet 2018 portant création de l’OPCA des professions de l’entreprise de proximité et de ses salariés : OPCA PEPSS (artisanat, commerce de proximité, professions libérales) fondé sur la transformation d’ACTALIANS ;

Vu l’accord national interprofessionnel du 23 novembre 2018 portant création de l’opérateur de compétences des professions de l’entreprise de proximité et de ses salariés : OPCO PEPSS (artisanat, commerce de proximité, professions libérales) ;

Vu l’accord national interprofessionnel du 27 février 2019 portant création de l’opérateur de compétences des entreprises de proximité ;

Vu la convention collective nationale étendue de la pharmacie d’officine du 3 décembre 1997 ;

Vu l’accord collectif national du 5 novembre 2018 portant désignation de l’opérateur de compétences dans la branche professionnelle de la pharmacie d’officine.

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Prenant acte de ce que l'opérateur de compétences des entreprises de proximité créé par l'accord national interprofessionnel du 27 février 2019 susvisé se substitue à l'opérateur de compétences des professions de l'entreprise de proximité et de ses salariés : OPCO PEPSS (artisanat, commerce de proximité, professions libérales) créé par l'accord national interprofessionnel du 23 novembre 2018 susvisé ;

Article 1^{er}

À l'article 1^{er} de l'accord du 5 novembre 2018 susvisé, les termes « l'opérateur de compétences des professions de l'entreprise de proximité et de ses salariés (OPCO PEPSS) » sont remplacés par les termes « l'opérateur de compétences des entreprises de proximité ».

Article 2

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, prend effet à compter du 11 mars 2019. Il sera déposé et fera l'objet d'une demande d'extension à l'initiative de la partie la plus diligente dans les conditions prévues par le code du travail.

Le présent avenant peut être révisé ou dénoncé selon les modalités prévues aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

En application des dispositions de l'article L. 2253-1 du code du travail, les parties signataires rappellent que les accords d'entreprise ne peuvent comporter de clauses dérogeant à celles du présent avenant, à moins de dispositions plus favorables ou de garanties au moins équivalentes.

La branche professionnelle de la pharmacie d'officine étant composée à 99,90 % d'officines de pharmacie de moins de 50 salariés, les dispositions du présent avenant ont été rédigées en considération des spécificités de ces entreprises (source DARES, fiche statistique de branche 2015). Par voie de conséquence, l'adoption des stipulations mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail ne se justifie pas.

Conformément à la faculté qui leur est offerte par la circulaire ministérielle du 23 mai 2011 relative aux dates communes d'entrée en vigueur des normes concernant les entreprises, les parties signataires s'accordent pour demander l'application la plus rapide possible de l'arrêté d'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 11 mars 2019.

(Suivent les signatures.)